

DOSSIER

Dossier « L'Esprit des révolutions dans le monde »
Axe « Au cœur de l'évènement »



« ¡SÍ, SE PUEDE, ADELANTE PRESIDENTE! » DES AFFECTS D'INDIGNATION JUSQU'AUX INSTITUTIONS, ÉVOLUTION DE L'IMAGINAIRE PRO-DÉMOCRATIQUE DU « 15M » DANS L'ESPAGNE CONTEMPORAINE

Leïla TAZIR

Doctorante en sociologie – Université d'Evry Val d'Essonne – Paris Sarclay
Formatrice à l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) – France

Résumé

« *¡Sí, se puede, adelante Presidente!* ». Cette formule résume l'évolution du sens donné au mouvement social survenu à partir du 15 Mai 2011, des affects d'indignation à l'effervescence d'actions collectives et jusqu'à l'entrée au pouvoir de partis politiques récents qui tentent d'incarner le pendant institutionnel du mouvement. Cet article se propose d'évaluer et d'analyser l'évolution de ce signifiant « 15M », qui se nourrit d'un imaginaire pro-démocratique arborescent. Ces métamorphoses du signifiant 15M conduisent, en 2020, à un mouvement polymorphique, polyphonique et fragmenté en différentes organisations de lutte ayant pour « méta » le 15M, des collectifs d'action sociale aux listes électorales municipalistes, en passant par l'occupation de centres sociaux autogérés. Pour cela, nous opérons un va-et-vient entre les niveaux macro-politiques nationaux et les niveaux plus micros-politiques locaux, avec des cas d'étude dans la ville de Cordoue.

Mots-clés

Affect politique – Indignation – Mouvement social 15M – Démocratie radicale – Podemos – Municipalisme.

Abstract

« *Yes we can, go ahead President!* ». This formula resumes the sens' evolution of the social movement born the 15th of May 2011, also known in France as « The outraged people/*indignados* movement », from the indignation affects to the effervescence of collective action and until the coming office of recent political parties which attempt to embody the institutional counterpart. This article aims to evaluate and analyse the evolution of the 15M signifier « 15M », which feeds on arborescent pro-democratic imaginary. In 2020, the signifier 15M metamorphoses lead to a polymorphic, polyphonic movement,

fragmented in plethore social organisations which have as « meta » the 15M, from collective social actions to municipalist electoral lists, passing by the occupation of self-managed social center. Thus, we operate back and forth between the levels of macro-national politics and local micro-politic, with some study cases in Córdoba, southern Spain.

Keywords

Political affect – Indignation – Social Movement 15M – Radical democracy – Podemos – Municipalism.

¡Sí, se puede, adelante *Presidente!* (Si, c'est possible, en avant président!).

Au début de l'année 2020, c'est par cette formule que Pablo Iglesias, chef de file du parti *Unidos Podemos*¹, termine son discours de débat d'investiture devant le parterre de députés réunis au Palais des Cortès. La rhétorique du fondateur du parti *Podemos* fait directement référence au mouvement intervenu à partir du 15 Mai 2011, baptisé de façon éponyme « *el 15M* », le plus souvent représenté par l'occupation de la place Puerta del Sol, épice de Madrid. Les sentiments d'indignation devant les injustices sociales de la crise économique de 2008 ainsi que le malaise concernant la gestion politique de celle-ci par le sauvetage massif des banques et des restrictions budgétaires dans les services publics ont été largement ressentis et partagés par les Espagnol-es. Les activistes du mouvement, surnommés en France « les indignés », suite au succès du court essai de Stéphane Hessel *Indignez-vous*², ont mis leur engagement en faveur de la démocratisation radicale de la société, à travers des collectifs de lutte nés avec ou à la suite du mouvement du 15 Mai 2011 (15M). Les activistes ne pouvaient imaginer qu'à peine une décennie plus tard, cet imaginaire pro-démocratique associé au 15M aurait autant circulé au point de venir bousculer l'échiquier électoral traditionnel et les orientations de la politique nationale. Les affects sont nécessairement subjectifs et varient selon les moments chez un même individu, en fonction des parcours de vie, des expériences qu'il forme avec les autres, des cultures dans lesquelles il évolue. Spinoza définit l'affect comme : « Par affect, j'entends les affections du corps qui augmentent ou diminuent, aident ou contrarient la puissance d'agir de ce corps, et en même temps les idées de ces affections » (Spinoza, 2006).

C'est depuis ces affects d'indignation que l'individu puise son engagement potentiel, car « un affect produit nécessairement des idées » (Lordon, 2016, p. 19)³. Ces affects font ressentir aux individus les sentiments du juste et de l'injuste, dans une construction sociale donnée, affects qui pourront éventuellement le conduire à participer à une action collective.

Les affects de la politique, en l'occurrence d'indignation, sont à l'origine des manifestations en forme d'occupation : les *acampadas*⁴ apparues sur des dizaines de places publiques de localités espagnoles à partir du 15 Mai 2011. Ces affects collectifs précèdent et accélèrent à la fois ces nouveaux modes d'action collective démocratique et la construction de la notion de dignité humaine. Les participant-es aux manifestations scandaient en 2011 : ¡Sí se puede, democracia real ya!⁵ ; *No somos mercancías en manos de banqueros y políticos* ; ¡Sí se puede, pero no quieren! ; ¡Que no nos representan!⁶, autant de critiques envers la légitimité du système économique (néo)libéral et de la délégation du pouvoir politique dans la démocratie dite représentative.

A posteriori, on peut analyser le signifiant du 15M comme un moyen de faire circuler un imaginaire sinon révolutionnaire, du moins contestataire de l'ordre établi et proactif puisqu'il propose précisément de combler ce déficit démocratique. Il s'agit de rendre effective la *democracia radical* (dans le sens d'un retour aux racines du « pouvoir par le peuple », plus que d'une position extrémiste).

La lutte entre les acteurs pour le contrôle de l'historicité se construit de façon théorique, discursive et pratique. Une des étapes indispensables pour qu'un mouvement social s'historicise, c'est de remporter ce que Gramsci nomme la « bataille des idées », ou des « imaginaires ». La définition que Manuel Cervera-Marzal (2015) reprend à Cornelius Castoriadis sur ce que signifie l'imaginaire social-historique est particulièrement féconde :

Ensemble de représentations, significations et affects que les individus donnent à la réalité (qui est originellement dénuée de sens) pour l'intégrer dans un monde où elle a un sens, pour l'interpréter et la rendre compréhensible, et surtout pouvoir agir sur elle de manière « sensée ».

Cette bataille des imaginaires est un élément crucial du rapport de force⁷ que tentent de créer les mouvements sociaux cherchant à créer une nouvelle hégémonie culturelle dans le champ politico-social (Gramsci, 2012). L'imaginaire pro-démocratique que nous construisons autour du 15M désigne ce que ce mouvement a réussi à remettre en cause dans l'ordre politico-économique établi. En l'occurrence, est remise en cause la légitimité de l'économie de marché et de la démocratie supposée représentative, en transformant ce qui est admis comme normal en anormal⁸ et en proposant une alternative. Plutôt que d'associer le 15M au consensus, l'imaginaire du 15M renvoie à la délibération collective mais aussi au dissensus, à l'impossibilité parfois de trouver un accord en politique. L'une des critiques les plus récurrentes des médias traditionnels et des partis politiques à l'égard du 15M est la lenteur des processus de décisions qu'implique cette délibération et l'absence d'unité et de programme global bien défini. Cette lenteur est cependant revendiquée comme une force au service de l'intelligence collective comme le rappelle l'un des slogans : « Nous allons lentement parce que nous allons loin ».

L'indignation est une affection du corps, définie sommairement par le dictionnaire Larousse comme des « sentiments de colère, de révolte que provoque quelqu'un ou quelque chose ». Lorsque quelqu'un est indigné, il se sent affecté par une situation donnée qui vient heurter ses appréciations du juste et de l'injuste, du digne et de l'indigne, du tolérable et de l'intolérable. En cela, l'indignation peut

s'assimiler à un « cri » du coeur et de l'esprit, qui se révèle à la conscience, plutôt qu'une vérité qui s'impose rationnellement⁹. S'adressant à son ami allemand, Camus (1991) écrit :

Vous avez conclu que l'homme n'était rien [...] Et à la vérité, moi qui croyais penser comme vous, je ne voyais guère d'arguments à vous opposer, sinon un goût violent de la justice qui, pour finir, me paraissait aussi peu raisonné que la plus soudaine des passions.

Les idées et les sentiments associés à cette passion pour la justice apparaissent comme la partie émergée d'affects plus profonds, eux-mêmes déterminés par le système de valeurs, de structures et d'institutions dominantes dans lesquelles l'individu évolue, avec ses propres singularités et variables autobiographiques. Lorsque les individus se rendent compte que leurs affects sont partagés par d'autres, ces affects individuels deviennent communs et se transforment parfois en actions collectives. L'observation de cette fusion d'affects communs mués en mouvement social révèle les degrés de perceptions des défaillances et déficits du « système »¹⁰, ici en termes de démocratie, de justice, de dignité et d'égalité des structures sociales contingentes aux individus.

Presqu'une décennie après leur apparition, comment les affects d'indignation individuels ont-ils nourri l'action collective et l'imaginaire pro-démocratique du 15M, contribuant au renouvellement des institutions politiques, et avec quelles limites et bifurcations par rapport au projet initial ?

S'il ne s'agit pas d'une « révolution », le 15M constitue un événement fondateur d'un cycle politique indissociablement lié à la crise économique de 2008 et à celle de la représentation démocratique. Il participe à la diffusion de l'idée selon laquelle la crise est une « arnaque » politico-financière.

L'imaginaire pro-démocratique du 15M nourrit une certaine effervescence dans les actions collectives entre 2011 et 2020. Née depuis l'épicentre espagnol, notre étude de terrain nous conduit à décentrer le regard sur ce mouvement social à Cordoue, ville historique d'Andalousie, où la crise de 2008 a été durement ressentie. Quant aux expressions partisans du 15M, incarnées par Podemos et les coalitions électorales qui s'inspirent du municipalisme, elles nous permettront d'aborder les questions du pendant institutionnel du mouvement et du changement social.

1. Les affects d'indignation de la crise de 2008 comme moteur de l'action collective

1.1. De l'événement au mouvement, le 15M comme référence polyphonique

Le 15M peut être défini à la fois comme un événement et un mouvement social. Il s'agit d'un point de départ temporel, le 15 Mai 2011, qui conduit à l'émergence d'un phénomène social dynamique (qui agit et évolue en fonction du tout-social), polyphonique et polymorphique. Comme le souligne l'historienne Ludivine Bantigny (2018), pour que l'événement fasse histoire, il marque une prise de conscience collective de « ce qui ne va pas » :

L'événement est un dévoilement : il expose tout ce qu'il y a de préjugés, de normes auxquelles il faut être conforme mais qui paraissent soudain insolites et désaccordées. Les imaginaires contestataires rompent avec le tout-venant de ce qui va de soi, pour mieux révéler en quoi il ne va pas.

À partir de cet événement, se crée une profusion de collectifs dont l'organisation interne reste acéphale : sans tête ni chef, puisque la rotation et la non-représentation des portes-paroles sont de mise.

« L'événement produit d'emblée une tension quant au sens à lui prêter, et c'est elle qu'il faut explorer » (Bantigny, 2018).

Cette tension est analysée a posteriori par de nombreux sociologues et historiens espagnols (Pastor, 2011) comme symptomatique d'un nouveau cycle d'action collective. En l'espèce, la mobilisation du 15M est une réponse à l'état de crise systémique mondiale, associée, dans le cas espagnol, à la crise financière et immobilière et, plus concrètement, au virage austéritaire initié par le gouvernement de Zapatero à partir de mai 2010, sous la pression de la dénommée Troïka (FMI, BCE et Commission Européenne) et poursuivi par son successeur Mariano Rajoy (2011-2018). Ce cycle est initié par un secteur de la jeunesse, principalement issu des classes moyennes, avec un capital culturel important puisqu'il s'agit de la génération la plus formée depuis la chute de la dictature franquiste, qui se trouve dans une situation de précarité économique. Les noms des collectifs « État de mal-être », « Jeunesse sans futur » qui ont participé à la plateforme pour une « Démocratie Réelle Maintenant », à l'origine de la manifestation du 15 Mai 2011, sont symptomatiques de cet état de crise.

Depuis 2011, les affects de cette jeunesse indignée ont trouvé écho auprès d'autres tranches d'âge de la population. L'analyse des entretiens avec différents membres de ces collectifs montre que le 15M est une référence non seulement

polymorphique mais également polyphonique dans les interprétations de ce que représente ce mouvement. Au-delà de cette diversité des activistes et du sens à donner au mouvement, les avis convergent essentiellement autour de l'idée selon laquelle la crise n'est pas une fatalité mais une arnaque, dans le sens où l'explosion de la bulle immobilière et spéculative était prévisible et que le sauvetage des banques ainsi que les choix politiques dictés par l'idéologie (néo) libérale n'ont fait qu'empirer les conséquences sociales de cette dernière.

2. « Ce n'est pas une crise, c'est une arnaque ! » : crise et « indignation » collective

No es una crisis, es una estafa, ce slogan expose la défiance des citoyens engagés dans ce mouvement vis-à-vis de leurs représentants politiques en leur attribuant une connivence avec les milieux bancaires et financiers et plus généralement une vision critique de la démocratie représentative. L'arnaque désigne la gestion politique de la crise économique qui a priorisé le sauvetage des organismes financiers au détriment de l'intérêt général, avec des coupes budgétaires dans l'ensemble des services publics au moment où le taux de chômage atteint des records (jusqu'à plus de 50 % de chômage chez les jeunes andalous, à partir de 2013¹¹). De plus, entre 2008 et 2013, plus de 500 000 familles se sont vues directement affectées par la crise immobilière avec l'expulsion de leurs résidences principales et le paiement de pénalités à taux variables, en plus de l'hypothèque de leur foyer cédée aux banques (et parfois celle de leurs parents qui s'étaient portés garants). Dans un pays qui compte plus de 3 millions de logements vides, avec un pourcentage de logement social des plus bas d'Europe (moins de 1 % en 2006), cette situation de précarité massive liée au logement a indigné de nombreux individus qui ont investi leur énergie dans des collectifs de protection des victimes de prêts hypothécaires, comme la *PAH*¹², née en 2008 à Barcelone et qui a essaimé dans toute l'Espagne avec le 15M, à partir de 2011, avec la création des collectifs *Stop Desahucios*. « Ils sauvent le banquier et écrasent l'ouvrier » est le slogan fondateur de la plateforme Stop Desahucios 15M Córdoba. « Ils » représente le système représentatif, englué dans le bipartisme « PPSOE¹³ », du clientélisme et la corruption endémique, comme le refus de la domination économique et idéologique néolibérale.

En 2011, le point d'orgue de cette « arnaque » est atteint en août, lorsque Luis Zapatero fait modifier l'article 135¹⁴ de la Constitution pour hisser le remboursement de la dette publique en « priorité absolue ». Cette gestion néolibérale de la crise a accentué la distance entre élus et électeurs et a contribué au caractère structurel de la déception politique : peu importe le résultat des élections, les mécanismes de la démocratie parlementaire et représentative espagnole n'ont pas permis l'expression d'un pluralisme dans les orientations

politiques générales, en dehors des deux partis traditionnels d'alternance (PP et PSOE gouvernement de 1978 à 2015). En effet, différentes enquêtes du Centre d'Investigation Sociologique, recueillies dans l'ensemble du pays, montrent qu'environ 3 % des Espagnol·es¹⁵ sont affilié·es à un parti politique. Dans la même étude, 21,7 %, soit environ 7 millions et demi de personnes de plus de 18 ans, affirment avoir participé à une manifestation au cours des douze derniers mois. Le nombre de manifestations ne cesse d'augmenter après la crise de 2008 et double quasiment entre 2011 et 2013, ce qui montre une volonté d'une plus large partie de la population de ne plus subir les choix politiques et économiques des dirigeants.

Années	Nombre de manifestations en Espagne
2007	9 131
2008	15 226
2009	24 023
2010	24 000
2011	24 258
2012	46 258
2013	48 000

Source : Ministère de l'intérieur, cité par l'historien Rafael Cruz (2015).

Ces chiffres montrent un tournant dans l'histoire de l'action collective espagnole, non seulement en 2011, mais également en 2012 et 2013. Comme le souligne Frédéric Lordon (2016), « Il n'y a pas d'action transformatrice sans détermination à l'action transformatrice ».

« L'indignation » collective due aux crises devient le moteur du mouvement¹⁶ et produit du changement social ultérieurement. Sans cette étincelle que constitue l'indignation, le feu de la révolte ne peut advenir et amorcer des processus de transformation sociale. En ce sens, « les indignés » désignent celles et ceux qui, contrairement à la passivité des résignés, vont s'organiser collectivement, parfois durant plusieurs années pour différents motifs d'indignation, avec une commune volonté de démocratisation politique et de justice sociale.

Il ne s'agit pas d'idéaliser les membres du mouvement du 15M mais de reconnaître qu'elles et ils partagent une indignation commune face à un système jugé inique et contre-démocratique, dénoncent l'impudence des banques, des marchés financiers et des agences de notation sur leur quotidien comme le cynisme et la corruption de certains élus, « qui ne les représentent pas ».

Le *modus operandi* initial par la *acampada*, campement sur une place centrale et publique qui prend la forme de laboratoire d'expérimentations démocratiques, s'est généralisé en 2011 et a constitué un nouvel outil dans la socio-histoire des répertoires d'actions collectives en Espagne. Son fonctionnement sans porte-parole attiré et qui procède par la délibération démocratique est repris par divers collectifs d'action sociales, notamment à Cordoue, des assemblées de quartier aux « marées humaines » et avec l'occupation de lieux abandonnés par les pouvoirs publics pour les convertir en centres sociaux autogérés.

3. Une illustration cordouane des métamorphoses du 15M : de la *acampada del Bulevar* à la création du centre social autogéré *El Rey Heredia*

Le mouvement du 15M s'organise à Cordoue, à partir du 17 Mai 2011 et se poursuit durant deux semaines sur le boulevard piétonnier et central *El Gran Capitán*, via la *acampada del Bulevar*. Tous les soirs jusqu'au 2 juin 2011, un micro ouvert permet l'organisation de l'Assemblée Générale (AG) et des réunions de commissions ou groupes de travail sur des thématiques particulières. Les participant-es des jeunes générations campent toute la nuit. Durant des heures, les participant-e-s s'inscrivent au temps de parole de l'AG et s'alternent au micro ouvert, ce qui leur permet d'exposer différents points de vue, discuter, délibérer et décider des actions à mener. À côté de cette AG, se constituent différents ateliers de sensibilisation à différentes causes (débat sur la dette, sur les services publics, la démocratie, la corruption, l'immigration, etc). Des dizaines de commissions de travail aux thématiques plus sectorielles (droit au logement, à la santé, à l'enseignement) sont créées pour permettre à de plus petits groupes de mettre leurs compétences en commun et d'agir plus efficacement dans un domaine précis, décisions qu'elles exposent ensuite à l'AG pour obtenir son aval. À l'issue de la levée de la *acampada* du boulevard, les slogans passent de « toma la calle » (prends la rue) à « toma el barrio » (prends le quartier). Le communiqué du 2 juin se termine ainsi par :

Que la *acampada* s'en aille du boulevard ne signifie pas que les assemblées ne pourront se célébrer au même endroit. Nous encourageons la population à y participer, elles se dérouleront hebdomadairement. Chaque jeudi, à 20h. Nous continuons à travailler au développement de nouvelles lignes stratégiques d'actions et de diffusion du mouvement, nous espérons compter sur la complicité de la population, et restons ouverts à la collaboration de ceux qui souhaitent y participer. Nous insistons sur le fait que cela nous concerne tous. En ce sens, nous remercions énormément toutes les marques d'appui et de collaboration reçues par tous les cordouans et cordouanes tout au long

de la *acampada*. Votre courage a été notre force. Nous ne dormons plus, nous commençons à rêver et nous devons rêver tous ensemble.

Une dizaine d'assemblées de quartiers dans différents secteurs de la ville sont créées ; elles continueront à mettre en commun leurs décisions à travers l'Assemblée Générale sur ce même boulevard chaque jeudi, pendant plusieurs mois. La plupart de ces assemblées de quartiers n'existent plus dès 2012. Le site web *historico 15M Córdoba* (<http://historico2013.15mcordoba.ne>) témoigne d'une profusion d'initiatives et de l'effort pour coordonner les actions et communiqués de ces différents collectifs, notamment entre 2011 et 2013.

C'est à partir de la commission de travail sur le logement, fondée lors de la *Acampada del Bulevar*, que se crée, dès l'été 2011, le collectif *Stop Desahucios 15M Córdoba*, encore en activité en 2020. Ce collectif a empêché environ un millier de cordouan-es de se faire expulser de leurs résidences principales et a organisé des centaines d'actions de protestation devant les banques, agences immobilières et organismes publics permettant les expulsions résidentielles.

De 2011 à 2015, des actions collectives coordonnées au niveau national se multiplient : les marches pour la Dignité, où des individus circulent à pied de différents points d'Espagne jusqu'à Madrid ou jusqu'à la Commission européenne à Bruxelles, pour y dénoncer les mêmes abus et réclamer une « démocratie réelle ». Devant les mesures de coupures budgétaires dans la plupart des services publics, les activistes s'organisent également en « marées humaines » : blanche pour défendre la santé publique et universelle, verte contre la marchandisation de l'enseignement, orange pour la défense des services sociaux. Ces marées humaines coordonnent régulièrement pour manifester ensemble. À partir de 2013, à Cordoue, la plupart effectuent leurs réunions au centre social autogéré *El Rey Heredia*.

Cette déception du bipartisme de la politique institutionnelle s'accompagne de la volonté de tendre plus concrètement vers cet idéal démocratique, d'abord par l'occupation dans les rues puis par les urnes.

Encadré n°1

Le centre social autogéré el Rey Heredia, carrefour des activistes cordouans



Photographie de Alex Gallego d'octobre 2017, dans le patio du centre social *El Rey Heredia*. On y retrouve notamment les membres de *Stop Desahucios* et de l'Assemblée pro-réfugiée.

Construit sous l'égide de l'architecte socialiste républicain Francisco Izquierdo en 1918, le collège José María Rey Heredia, du nom du mathématicien et philosophe du début du XIX^e siècle, est un lieu chargé d'histoire. Situé à quelques mètres du pont romain le reliant au centre-ville, il est implanté à l'entrée du *Sector Sur*, le quartier sud de la ville, réputé pauvre et ouvrier.

Abandonné par les pouvoirs publics à la fin de l'année 2011, le collège est devenu le siège de nombreuses associations et collectifs cordouans, et constitue depuis l'automne 2013 le centre névralgique de l'activisme cordouan. Le 4 octobre 2020, le centre social célèbre 8 ans d'occupation. Cette occupation ou « récupération citoyenne », a été impulsée par la *Acampada Dignidad Córdoba*, un groupe d'une centaine d'activistes cordouans, qui suite à une manifestation contre la réforme des retraites, décident d'y passer la nuit le 4 octobre 2013. Dès l'automne 2013, les citoyens du quartier s'engagent pour le réhabiliter, nettoyer, repeindre et l'aménager pour accueillir la citoyenneté. Le projet « cuisine ouverte » sert chaque jour des plats à plus d'une centaine de familles via la cantine sociale. Les anciennes salles de cours sont utilisées par les collectifs ou associations qui le souhaitent, pour des réunions, ateliers, conférences, débats. La bibliothèque est rénovée à partir de

dons où s'organisent régulièrement des présentations d'œuvres en présence des auteurs. D'autres projets sont rapidement créés comme la salle d'informatique, une salle de répétitions pour les musiciens ou encore un studio de radio : *la Radio Dignidad*. Une école d'été totalement gratuite permet aux enfants et adolescent-es d'assister à des cours de soutien scolaire, des activités et ateliers sportifs et artistiques. Les groupes d'enfants se constituent eux-mêmes en *acampadas* où elles et ils décident du contenu de leurs activités durant le mois de juillet. Mais cette initiative citoyenne n'est pas du tout appréciée par le gouvernement local de droite conservatrice qui coupe l'accès à l'eau en 2013 et essaye de les déloger sous pression policière et judiciaire. Les activistes résistent et organisent des chaînes humaines entre une fontaine publique et le collège converti en centre social autogéré. En plus d'héberger des collectifs déjà existants, de nouveaux se créent directement depuis le centre social comme « l'Assemblée pro-réfugié-es », « les féministes subversives », « la plateforme pour un revenu universel », des collectifs écologiques, etc. En 2015, la mairie de Cordoue devenue socialiste offre au centre un contrat de cession sur plusieurs années. La mairie propose même de les subventionner, ce que les activistes refusent, craignant de perdre leur indépendance. Il est financé exclusivement par des dons des collectifs et des particuliers.

« El Rey Heredia » se conçoit comme « *apartidista* », voire « anti-parti », il refuse l'appartenance et l'affiliation à une idéologie ou à un parti politique. Pourtant, le centre social a permis à des membres de partis tels que *Podemos*, *Equo* et *Izquierda Unida* de se réunir en 2015 pour former « l'assemblée citoyenne » ou « le groupement d'électeurs » qui deviendra *Ganemos Córdoba*¹⁷. Cette liste obtient 4 sièges en 2016 et permet au Parti Socialiste de pouvoir gouverner durant un mandat de quatre ans. Des activistes du 15M sont alors devenus conseillers municipaux, en souhaitant incarner une courroie de transmission entre les mouvements sociaux et les institutions.

4. Des affects aux institutions : 15M, Podemos, municipalisme et ambivalences de l'exercice du pouvoir

Dans les discours de Podemos comme dans ceux des nouvelles coalitions municipales « pour le changement », la transformation politique se conçoit « depuis le bas », c'est-à-dire, depuis les associations et mouvements sociaux, vers « le haut », représenté par les institutions. Le « champ des possibles » institutionnel ouvert par le parti Podemos n'est pourtant pas le même que celui scandé par les *Indignados* en 2011 puisqu'il ne se termine plus par « une démocratie réelle maintenant ! » mais par un « En avant Président ! ». *Podemos* entre pour la première fois dans les institutions parlementaires nationales en décembre 2015, à l'occasion des élections législatives, avec 20,68 % des suffrages exprimés. Le secrétaire général Pablo Iglesias se réclamait alors fervent défenseur du 15M, une part importante d'élu-es Podemos sont issu-es de luttes liées au 15M et veulent faire passer les manifestations des portes à l'intérieur des institutions¹⁸. Un peu plus de 4 ans après leur première entrée au Parlement espagnol, la formule conclusive du secrétaire général résume la contradiction inhérente à la reprise institutionnelle d'un mouvement social acéphale, qui agit sans porte-paroles ni représentants dans la sphère politique non institutionnelle. En effet, le parti *Podemos* n'est pas « le parti des indigné-es » ; il représente une expression partisane parmi tant d'autres organisations politiques qui font expressément référence au mouvement du 15M.

5. Cycle de mobilisation et cycle électoral : une articulation problématique entre le 15M et Podemos

Les discours de Pablo Iglesias utilisent le 15M à la fois comme référence récurrente dans le partage des affects d'indignation ressentis, dans le diagnostic de la crise comme arnaque de « ceux d'en haut », et dans la reprise de certaines mesures concrètes pour y remédier. Cependant, la structure interne du parti, composée de cercles de participant-es/électeur-trices, se hiérarchise rapidement avec le référendum interne qui porte Pablo Iglesias à sa tête, contre la proposition de Pablo Echenique et de l'eurodéputée Teresa Rodriguez, qui proposaient la désignation de trois porte-paroles, un fonctionnement « assembléiste » avec une dose de tirage au sort et une grande autonomie des « cercles » de base territoriaux et thématiques. Ils n'obtiennent que 12 % des voix, contre 80 % des 112 000 votants qui lui préfèrent le charisme de Pablo Iglesias. Moins de neuf mois après la création du Parti Podemos, Pablo Iglesias déclarait « *Ce n'est pas par consensus que l'on s'empare du ciel. On le prend d'assaut.* »

Si Podemos s'éloigne dans ses principes d'organisation du 15M au niveau national, il y paraît assez proche idéologiquement, avec un programme de lutte

contre la corruption, des mesures d'approfondissement de l'égalité d'accès aux services publics et à la participation démocratique, la garantie d'un revenu minimum de solidarité et le droit au logement effectif. Au niveau local, le parti Podemos appuie les coalitions municipalistes des « villes pour le changement » qui conçoivent la politique électorale comme courroie de transmission entre les mouvements sociaux et les institutions.

6. 15M et municipalisme andalou « pour le changement » : genèse et bilan du mandat de *Ganemos Córdoba*

Le 17 mai 2020, la ville de Cordoue rendait un vibrant hommage à Julio Anguita. À propos du 15M, l'ancien maire de Cordoue¹⁹ déclare : « Je me sens représenté par eux. Je crois que la didactique manque beaucoup aujourd'hui en politique, et ça, ce serait la contribution que peut faire le 15M. »

Sans Julio Anguita, Podemos n'aurait pas été Podemos, reconnaît Pablo Iglesias à travers son compte Twitter à la mort de celui-ci : « Julio Anguita a toujours osé défier le pouvoir. Il a dit les vérités les plus crues et politiquement incorrectes avec tout le monde contre lui et, jusqu'à la fin, il nous a indiqué le chemin que quelques-uns nous voulions suivre. Ce n'est pas seulement un référent éthique qui s'en va, mais notre meilleur référent politique. Pour toujours ». En 2012, Julio Anguita et d'autres personnalités de la gauche radicale cordouane impulsent la création du Front Civique « nous sommes majorité », (<https://www.frentecivicosomosmayoria.es/>), qui réunit une cinquantaine de collectifs sociaux de Cordoue (dont ceux issus du 15M comme *Stop Desahucios 15M Córdoba*) et des organisations politiques locales de Podemos, Izquierda Unida et Equo avec pour programme commun de mobiliser la citoyenneté pour les élections européennes prévues en mai 2015. Le nom donné à l'initiative : *Recuperemos Córdoba para sus ciudadan@s* (Reina, 2014) (Récupérons Cordoue pour ses citoyen-nes) indique la volonté d'atteindre « une majorité de personnes de Cordoue qui croient possible qu'avec détermination, implication et participation, les réalités actuelles peuvent changer ».

Le premier objectif de *Recuperemos Córdoba* est d'élaborer un programme commun, qui, une fois porté à la mairie, devra se mettre en place le plus rapidement possible, avec des mesures « claires et directes » sur la réforme de la fiscalité municipale, la paralysation des processus de privatisation et d'externalisation des entreprises publiques municipales, la mise en marche d'un modèle de développement « subordonné à la durabilité de l'environnement », etc. Concernant le logement, il prévoit d'utiliser des édifices en désuétude et de les mettre à disposition des personnes sans toit. Tout ceci selon un « plan de transparence et d'austérité des dépenses publiques » qui implique « la révision des salaires des politiques, leurs voitures officielles et autres avantages pécuniaires ».

Encadré n° 2 :

Julio Anguita, trajectoire politique du Parti Communiste au municipalisme

Né en 1941, dans un village près de Malaga, Julio Anguita, issu d'une famille de militaires, adhère très jeune et contre la tradition familiale au Parti Communiste Espagnol (de façon clandestine pendant la dictature franquiste). Il se forme à l'université de Barcelone et exerce comme professeur d'histoire, avant de devenir le premier maire communiste de la troisième ville d'Andalousie de 1978 à 1986, dans la jeune démocratie parlementaire espagnole. Ancien secrétaire général du Parti Communiste Espagnol (P.C.E., de 1988 à 1998) et coordinateur général de *Izquierda Unida* (I.U., de 1989 à 2000), il a beaucoup œuvré pour la participation citoyenne dans la politique de la ville avec un premier règlement permettant aux cordouans de participer à l'élaboration des politiques publiques locales. Julio Anguita est une figure politique importante en Espagne, non seulement à Cordoue mais pour l'ensemble de la gauche espagnole. Ses mandats marquent l'ancrage de la politique de la ville à gauche, puisqu'il cède sa place de maire à Herminio Trigo, également professeur, membre du P.C.E. et de I.U., élu pour deux mandats consécutifs de 1986 à 1995. Julio Anguita est souvent associé à Cordoue, les médias et politiques les surnomment depuis, le « califat rouge ». La politique de la ville connaît une première irruption de la droite conservatrice avec l'élection de Rafael Merino comme maire de la ville de 1995 à 1999. « Córdoba » redeviendra « la roja » (la rouge) avec la gouvernance de la mairesse Rosa Aguilar durant une décennie de I.U., de 1999 à 2009. Très critique envers le parti I.U., notamment son alliance avec le Parti Socialiste en 2012 pour les élections régionales au Parlement d'Andalousie, il délaisse son orthodoxie communiste pour fonder le Front Civique, préambule des candidatures municipalistes. Également surnommé *El maestro*, la trajectoire politique de Julio Anguita montre l'évolution de la gauche radicale espagnole, jusqu'à la constitution du parti « Unidas Podemos ». Il exerce une certaine influence sur Pablo Iglesias, qui fut militant des Jeunesses communistes. Ils partagent l'idée selon laquelle la coalition classique de partis de gauche n'est pas satisfaisante dans la mesure où elle multiplie la bureaucratie interne et que l'institutionnalisation de ces différentes forces les éloigne de la voix de la rue et des mouvements sociaux. Comme alternative, le maire de Cordoue plaide pour un « mouvement/parti » qui prendra d'abord le nom de « bloc social » puis du Front civique *Somos mayoría* (nous sommes la majorité), une plateforme qui prétend articuler le succès du mouvement du 15M avec les institutions politiques. Podemos et les coalitions municipalistes sont, dans le discours comme dans les propositions, la continuation de ce que le Front civique a posé comme bases.

Ils se constituent d'abord comme « assemblée citoyenne de Cordoue », qui deviendra *Ganemos Córdoba*. Julio Anguita participe à la genèse de *Ganemos Córdoba* (Caravaca, 2016) comme force de confluence, en offrant son expérience dans l'élaboration participative d'un programme électoral au niveau municipal. Ganemos qualifie l'ex-maire de « référent qui nous inspire ».

Parmi les quatre élu-es politiques de Ganemos Córdoba, deux ont directement participé au 15M en 2011 à Cordoue : Victoria López, jeune médecin, a participé aux *acampadas la nuit* et défendu la santé publique et universelle à travers la *marea blanca*. Elle s'est impliquée dès 2013 pour l'assemblée pro-réfugiée qui s'est constituée au centre social El Rey Heredia. À ces côtés au sein de la liste Ganemos Córdoba, Rafael Blázquez²⁰ participe activement au mouvement du 15M à Cordoue et fonde avec un groupe d'activistes dès 2011 le collectif *Stop Desahucios 15M Cordoba*, qui a pour slogan « ils sauvent le banquier, expulsent l'ouvrier ». Les collectifs *Stop Desahucios* sont en étroite collaboration avec la Plateforme des Victimes de l'hypothèque (la *PAH*), fondée à Barcelone en 2008 et incarnée par sa porte-parole Ada Colau, élue maire de Barcelone à deux reprises depuis 2015. Présent-es dès le début du Front Civique aux côtés de Rafael Blázquez, Victoria et Rafael deviennent acteurs de la politique municipale au mois de mai 2015.

Les formations de gauche obtiennent un siège de plus que celles de droite et parviennent à un accord sur 51 mesures, elles portent au pouvoir la mairesse du PS Isabel Ambrosio. Les conseiller-ères municipaux-ales passent quatre ans à organiser des consultations massives dans les rues cordouanes afin de discuter et débattre des mesures ou en initier de nouvelles, multiplient les présentations des collectifs et associations au sein de l'assemblée plénière municipale. Elles et ils ont orienté les budgets vers plus de services publics et sociaux, garanti un minimum vital d'eau, créé le bureau de défense du logement, arrêté la privatisation de l'électricité publique et la cession du parc du Canal, etc. Mais du propre aveu de Rafael Blázquez et Victoria Lopez, le bilan du changement est insuffisant. En plus de se heurter à la lenteur administrative, ils déplorent l'absence de feuille de route claire et le manque de volonté politique pour changer de modèle. Ils n'ont pu municipaliser le service d'aide à domicile, pris du retard sur les accords en matière d'urbanisme et de tourisme dans le respect de l'environnement, etc. Les règles institutionnelles sont faites depuis « le haut », ce qui empêche une vraie coordination avec la culture des quartiers. Le comble est atteint lorsqu'ils apprennent qu'une entreprise fallacieuse a déposé leur nom au registre juridique. Après de nombreux procès, la formation n'a pu se représenter en 2019 suite à cette arnaque judiciaire.

En somme, le 15M représente un tournant dans l'histoire des mouvements sociaux espagnols dans la mesure où les métamorphoses de l'imaginaire pro-démocratique qu'il initie montrent une rupture avec l'action collective traditionnelle. « Rien ne sera comme avant », affirme le politologue Carlos Taibo (2011). Selon le sociologue Ángel Calle, le 15M a introduit une rupture à la fois culturelle et politique dans les cycles de mobilisations collectives et électorales. Ces ruptures sont visibles dans l'observation de ces deux cycles superposés de réorganisation de l'action collective : le cycle de mobilisation sociale et le cycle de la politique électorale et institutionnelle avec l'émergence de nouveaux partis politiques.

L'imaginaire pro-démocratique du 15M se diffuse au-delà des *acampadas* et participe à la transformation politique et sociale de l'Espagne. Comme Jaime Pastor (2016) l'analyse, le 15M correspond à un moment de repolitisation de larges secteurs de la société espagnol. Les entretiens effectués montrent que l'imaginaire du 15M a permis de passer de l'adage issu de la période franquiste : *en la mesa no se habla de politica* à une réelle repolitisation, libération et surtout partage de la parole politique dans l'Espagne contemporaine.

Notes

¹ *Unidos Podemos* est un parti politique né de l'alliance entre le parti traditionnel issu de la gauche communiste espagnole : *Izquierda Unida* (la Gauche Unie), le parti écologiste *Equo* (créé en 2011) et le parti politique *Podemos* (2014). Cette coalition électorale se présente, pour la première fois, aux élections générales de juin 2016 et de nouveau en 2019 pour former à la fin de l'année un premier accord de gouvernement de coalition de gauche avec le Parti Socialiste et reconduisant Pedro Sanchez à la présidence du gouvernement.

Pour consulter le discours du débat précédant l'investiture de Pablo Iglesias : Europapress (2020, 4 janvier). *Pablo Iglesias/ Debate de Investidura/ 4 de enero de 2020*, [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=3x456LLTNnA>

² *Indignez-vous* de Stéphane Hessel a connu un succès éditorial important en France avec plus de 2 millions d'exemplaires vendus en 2011 et jusqu'à un demi-million en Espagne. Hessel, S. (2010). *Indignez-vous*, Montpellier : Indigène Éditions.

³ Ce « quelque chose » est souvent la conséquence de choix politiques, puisque la politique est par essence un *ars affectandi* (un art d'affecter).

⁴ La *Acampada* est une forme de campement démocratique d'activistes sur les places publiques qui prennent leurs décisions par des techniques de démocratie délibérative et expérimentent d'autres manières de faire de la politique collectivement. Leurs actions sont prises par assemblée générale et par la formation de commissions ou groupes de travail sur différentes thématiques. Romanos, E. (2011). El 15M y la democracia de los movimientos sociales, *La Vie des Idées*. Repéré à <https://booksandideas.net/EL-15M-y-la-democracia-de-los.html>

⁵ La plateforme *Democracia Real Ya!* (DRY pour une « Démocratie Réelle Maintenant ! ») convoque une manifestation le 15 Mai 2011 sur la Place Puerta del Sol à Madrid et dans toutes les villes d'Espagne. Des centaines de collectifs et associations signent leur manifeste.

-
- ⁶ Traduction des slogans : « Si c'est possible, une démocratie réelle maintenant » ; « Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des banquiers et des politiciens » ; « Si c'est possible, mais ils ne veulent pas » ; « Ils ne nous représentent pas ».
- ⁷ Si la production de répertoires d'action collective de la part de mouvements sociaux permet le déploiement d'actions contre les autorités, la capacité inventive de ces actions dépend également de ces mêmes autorités et de la législation en vigueur. En outre, le rapport de force qu'un mouvement social cherche à exercer s'adresse aussi au « camp » opposé à leurs idéaux. L'étude du rapport de force entre une série d'acteurs est donc indispensable à l'étude d'un mouvement social. Ogien, A. & Laugier, S. (2017). *Antidémocratie*, Paris : La Découverte.
- ⁸ Cette citation est issue de l'éditorial de Philippe Vion-Dury « le réveil des imaginaires », rédacteur en chef de la revue *Socialter*. Damasio, A., (dir.), (2020), *La guerre des imaginaires*, Sociolater, p. 3.
- ⁹ Une fois éprouvés dans les corps, les affects ressentis peuvent se révéler sans incidence sur le réel : s'indigner sans pour autant s'exprimer, résister à l'injustice contre laquelle la conscience s'indigne, sans « passer à l'action ». Ces affects peuvent également se révéler dangereux lorsque l'indignation est instrumentalisée à des fins dogmatiques. En effet, si « un affect produit nécessairement des idées », celles-ci peuvent être des plus clairvoyantes aux plus obscurantistes. Frédéric Lordon insiste sur une définition de l'affect à la fois comme « variation de la puissance d'agir du corps et de la puissance de penser de l'esprit ». L'indignation peut être le terreau d'un populisme malsain comme d'un humanisme éclairé : c'est en cela qu'elle est souvent la première étape de l'engagement en faveur d'une cause et constitue en quelque sorte l'étincelle nécessaire au passage au feu de l'action.
- ¹⁰ Ce terme-valise de « système » pourrait se définir comme l'ensemble des dispositions politiques, économiques légales et illégales qui encouragent l'idéologie dominante du capitalisme néolibéral contemporain. « Nous ne sommes pas anti-système, c'est le système qui est contre nous » est la traduction littérale d'un des slogans fondateurs du 15M. Dans le manifeste de la plateforme *Democracia Real Ya*, le mot « capitalisme » n'est pas prononcé en tant que tel mais sous-jacent puisqu'il dénonce la concentration des richesses.
- ¹¹ Voir le rapport de septembre 2016 mené en Andalousie par le syndicat Commission Ouvrière (CCOO). CCOO, *Jóvenes en el mercado de trabajo andaluz 2016* (2016, septembre). Repéré à <https://andalucia.ccoo.es/816d09a0886ccaa12808083cdc4204f2000057.pdf>
- ¹² La «Plataforma de Afectados por la Hipoteca» (la PAH) est une plateforme d'aide juridique et sociale des personnes affectées par les expulsions immobilières et ayant des difficultés à payer leur loyer. (<https://pahbarcelona.org/es/quien-somos/>).
- ¹³ L'expression « PPSOE » est la contraction péjorative du Parti Populaire (PP) et du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), ces derniers représentent les partis traditionnels qui s'alternent au pouvoir depuis la fin du régime franquiste.
- ¹⁴ L'article 135 modifié introduit ce principe de stabilité budgétaire dans son alinéa 3 :
- « 3. [...] Les crédits correspondant aux intérêts et au capital de la dette publique des administrations devront toujours être inclus dans le montant des dépenses de leurs budgets et leur paiement jouira de la priorité absolue. Ces crédits ne pourront faire l'objet d'amendement ou de modification, lorsqu'ils seront conformes aux conditions de la loi d'émission.
- Le volume de la dette publique de l'ensemble des administrations publiques par rapport au produit intérieur brut de l'État ne pourra être supérieur à la valeur de référence inscrite dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ».
- ¹⁵ 3,1 % selon le baromètre d'octobre du Centre d'Investigation Sociologique (CIS). CIS, (octobre 2013). Estudio nº 3.001. Repéré à <https://www.frentecivicosomosmayoria.es/>
- ¹⁶ L'étymologie du mot « mouvement » indique combien cette notion est rattachée aux affects, avec dans son sens moral l'action de se mouvoir et de s'émeuvoir. Une sélection d'informations issue du *Dictionnaire historique de la Langue française*, vient appuyer cette définition : « Mouvement vient du verbe latin *movere*, qui signifie précisément « remuer, bouger », « se déplacer », également employé au sens moral d'« exciter, émeuvoir ». Mouvoir a ainsi donné mouvement,

(fin XII^e siècle) : « faculté de se mouvoir », en particulier « action, manière de bouger une partie du corps » (1200). L'usage du mot au sens moral, « impulsion qui pousse à agir d'une certaine façon », est attestée depuis 1260. Dans une perspective sociale, le mot transmet l'idée de « révolte, émeute » dès le Moyen-Âge (après 1250), mais d'autres valeurs, exprimant aussi une idée d'action collective se manifestent ultérieurement : depuis 1657, mouvement désigne une réaction collective se traduisant dans le comportement d'un groupe. Au XVIII^e siècle, peu avant l'époque révolutionnaire, le mot s'inscrit dans un contexte politique et social, désignant à la fois l'évolution dans le domaine social (1784) et une action collective visant à produire du changement ». Rey, A. & Mitterand, H. (2001). Mouvement. Dans *Dictionnaire historique de la Langue française*, (p. 1286-1287). Dictionnaires Le Robert.

¹⁷ Ganemos Córdoba refuse de s'autodésigner comme parti politique, la liste se définit comme « groupement » ou « assemblée d'électeurs ». À ce sujet, voir l'article de Manjavacas Ruiz, J. M. (2017), "Ciclo de movilizaciones sociales, demandas y nuevos municipalismos. El caso de la Asamblea Ciudadana Ganemos en la ciudad de Córdoba, Andalucía", *Quaderns-e de l'Institut Català d'Antropologia*, 22 (1), Barcelona : ICA, pp. 5-17.

¹⁸ La référence au 15M est dès le départ revendiquée par Podemos et son leader Pablo Iglesias. Le ton du discours de Pablo Iglesias, intervenu à la tribune du Parlement espagnol le 2 mars 2016, est par ailleurs bien plus critique à l'égard du Parti socialiste qu'en début d'année 2020, il vise la connivence de Pedro Sanchez avec les partis de droite. Doña LoRca. (2016, 5 mars). *Premier discours de Pablo Iglesias à la tribune du parlement espagnol [02/03/16] sous-titré français*. [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=ltYv-pXYfrY>.

¹⁹ Traduction de l'auteur de l'entretien de Julio Anguita. MrNothingspecial1234. (2012, 8 avril). *Entrevista a Julio Anguita: Democracia, 15M, Utopía, Corrupción y Actualidad Política*. [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=iMkmljObHVQ>.

²⁰ Ce cordouan d'une cinquantaine d'années a participé dans sa jeunesse à l'association *Alhama*, au mouvement des objecteurs de conscience sur les questions de dettes publiques. Écologiste, il travaille comme éducateur environnemental au jardin botanique de Cordoue. Il s'investit dans la campagne électorale de 2015 et devient conseiller municipal avec *Ganemos Córdoba*.



BIBLIOGRAPHIE

Livres

- Anguita, J. & Monedero, J. C. (2013) *A la izquierda de lo posible, Conversación entre Julio Anguita Y Juan Carlos Monedero*. Icaria.
- Bantigny, L. (2018). *Mai 68, De grands soirs en petits matins*, Seuil.
- Camus, A. (1991). *Lettres à un ami allemand*, Gallimard.
- Calle, A. (2013). *La democracia del futuro: Del 15M a la emergencia de una sociedad civil viva*, Icaria.
- Cervera-Marzal, M., & Fabri, E. (2015). *Autonomie ou Barbarie, La démocratie radicale de Cornelius Castoriadis et ses défis contemporains*, Le passager clandestin.
- Cruz, R. (2015). *Protestar en España, 1900-2013*, Alianza Editorial.
- Gramsci, A. (2012). *Guerre de mouvement et guerre de position*, Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La Fabrique éditions.
- Hessel, S. (2010). *Indignez-vous*, Montpellier : Indigène Éditions.
- Lordon, F. (2016). *Les affects de la politique*, Éditions du Seuil.
- Neveu, E. (2013). *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte.
- Ogien, A. & Laugier, S. (2017). *Antidémocratie*, Paris : La Découverte.
- Pastor, J. (2011). *La emergencia del movimiento 15M en Madrid : un nuevo actor sociopolítico en la escena*, Anuari del conflicte social.
- Rey, A. & Mitterand, H. (2001). Mouvement. Dans *Dictionnaire historique de la Langue française*, (p.1286-1287). Dictionnaires Le Robert.
- Spinoza, B. (2006). *Œuvres, Éthiques, Volume III*, Paris : Flammarion collection GF, n° 57.
- Taibo, C. (2011), *Nada será como antes*, La Catarata, Madrid.

Articles

- Romanos, E. (2011). El 15M y la democracia de los movimientos sociales, *La Vie des Idées*. Repéré à <https://booksandideas.net/El-15M-y-la-democracia-de-los.html>
- Reina, C. (2014). Recuperemos Córdoba : propuesta de un bloque social junto a Podemos, IU y Equo para las municipales, *El Diario Andalucía*. Repéré à https://www.eldiario.es/andalucia/recuperemos-cordoba-podemos-iu-equo_1_4754540.html
- Caravaca, T. (2016) «Julio Anguita se pasa a Ganemos », 25 mai 2016, *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/andalucia/2015/04/29/554127d9ca474198508b4571.html>
- Manjavacas Ruiz, J. M. (2017), "Ciclo de movilizaciones sociales, demandas y nuevos municipalismos. El caso de la Asamblea Ciudadana Ganemos en la ciudad de Córdoba, Andalucía", *Quaderns-e de l'Institut Català d'Antropologia*, 22 (1), Barcelona : ICA, pp. 5-17.

Vidéos

- Pablo Iglesias : Europapress (2020, 4 janvier). *Pablo Iglesias/ Debate de Investidura/ 4 de enero de 2020*, [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=3x456LLTnNA>.
- MrNothingspecial1234. (2012, 8 avril). *Entrevista a Julio Anguita: Democracia, 15M, Utopía, Corrupción y Actualidad Política*. [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=iMkmljObHVQ>.
- Doña LoRca. (2016, 5 mars). *Premier discours de Pablo Iglesias à la tribune du parlement espagnol [02/03/16] sous-titré français*. [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=ItYv-pXYfrY>.

Rapports

CCOO, *Jóvenes en el mercado de trabajo andaluz 2016* (2016, septembre). Repéré à <https://andalucia.ccoo.es/816d09a0886ccaa12808083cdc4204f2000057.pdf>
CIS, (octobre 2013). Baromètre, Estudio n° 3.001. Repéré à <https://www.frentecivicosomosmayoria.es/>



BIOGRAPHIE

Leïla Tazir est actuellement formatrice à l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) et doctorante en sociologie à l'Université d'Evry Val d'Essonne, Paris-Saclay, en cotutelle de thèse avec l'Université de Cordoue, dans le sud de l'Espagne. Passionnée par le cinéma documentaire, son travail de thèse croise la sociologie des images avec la sociologie des mouvements sociaux pour analyser la circulation de l'imaginaire du 15M et ses effets dans l'Espagne contemporaine, avec des cas d'étude centrés sur la ville de Cordoue. Elle a travaillé comme curatrice d'exposition photographique sur les mouvements sociaux pro-démocratiques de 2010 à novembre 2019.



BIOGRAPHY

Leïla Tazir is currently an instructor at the Audiovisual National Institute (INA) and a Ph.D Candidate in Sociology at the Evry-Val-d'Essonne University, Paris-Saclay, under a joint supervision arrangement with Cordoba's University, Southern Spain. Particularly interested in documentary cinema, her research interests include visual sociology and the sociology of social movements to analyze the circulation of the 15M imaginary and its consequences in contemporary Spain, with several case studies based in the city of Cordoba. She also curated a photo exhibition about global pro-democratic social movements from 2010 to November 2019.